Les solidarités familiales par-delà la mort à Dijon à la fin du Moyen Âge

Familial solidarity beyond the grave in Dijon in the late Middle Ages

Gaëlle Tarbochez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhr/4454>

DOI : 10.4000/rhr.4454

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 25-41

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Gaëlle Tarbochez, « Les solidarités familiales par-delà la mort à Dijon à la fin du Moyen Âge », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 1 | 2005, mis en ligne le 26 janvier 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/4454> ; DOI : 10.4000/rhr.4454

GAËLLE TARBOCHEZ

UMR 5594 (Archéologie, cultures et sociétés en Bourgogne
et en France orientale du Néolithique au Moyen Âge)
Université de Bourgogne

Les solidarités familiales par-delà la mort à Dijon à la fin du Moyen Âge

Loin de marquer une rupture, la mort rapprochait les vivants et les défunts comme le montrent les fondations pieuses qui renvoient une image particulière des solidarités familiales à la fin du Moyen Âge. Celles-ci transparaissent dans le désir de se faire inhumer auprès de parents, dans l'association aux messes qu'ils ont fondées et dans le recours à un clerc du lignage pour les desservir. La mémoire des trépassés était également assurée par des clauses qui invitaient à respecter leurs dernières volontés. La famille spirituelle, construite autour des parrainages, des confréries ou des liens paroissiaux, jouait aussi un rôle essentiel. Il faut alors envisager une réelle communauté entre l'ensemble des chrétiens vivants et morts.

Familial solidarity beyond the grave in Dijon in the late Middle Ages

Far from severing links, death brought the living and the deceased together, as shown by pious foundations reflecting a striking image of familial solidarity in the late Middle Ages. This is clearly present in the desire to be buried alongside family, in the participation in specially commissioned masses and in the choice of a cleric from the family to officiate. The memory of the departed was also ensured by clauses requesting that last wishes be respected. The spiritual family, extending out through godparents, brotherhoods and parish links also played an essential role. It is thus fitting to speak of a real community between all Christians, living and dead.

La mort a toujours préoccupé l'être humain. Toutes les civilisations et toutes les religions accordent une place importante à cet événement et aux rites qui l'accompagnent. Phénomène inquiétant et inéluctable, elle donne lieu à une croyance universelle en la survie ou en la renaissance de l'individu. La mort chrétienne forme une véritable entité. Conséquence du péché originel, elle marque avant tout le début de la vie éternelle. L'homme de la fin du Moyen Âge est profondément fataliste face à une mort quotidienne et parfois violente dans une période caractérisée par une répétition de guerres, de famines et d'épidémies. Toutefois ce n'est pas la disparition elle-même qui est crainte, mais plutôt le décès subit, accidentel, qui n'a pas été planifié. Cette angoisse est parfaitement reflétée par une formule relevée dans de nombreux testaments : « rien n'est plus certain que la mort et plus incertain que l'heure d'icelle ». Dans cette perspective, les actes de dernières volontés, qui pouvaient précéder le trépas de plusieurs années, cherchaient à régler le devenir du corps et surtout de l'âme.

Cependant l'objectif n'était pas seulement de préparer son salut personnel par des fondations de messes, mais également de perpétuer le souvenir de soi ainsi que de son lignage. Dans cette optique, plusieurs temps venaient rythmer le passage vers l'Au-delà : la rédaction des ultimes dispositions, l'organisation du décès et des funérailles, l'érection de la sépulture ainsi que la réalisation des legs et des fondations pieuses. Quels étaient alors la place et le rôle de la famille lors de ces diverses étapes ? De quelle famille s'agissait-il ? Telles sont les deux questions majeures qui ont conduit notre réflexion sur les solidarités par-delà la mort à partir d'exemples exclusivement dijonnais¹. Ceux-ci semblent toutefois

1. Rappelons que Dijon relevait du diocèse de Langres. Mais l'évêque ne résidait pas dans la ville et avait donc un pouvoir limité. En effet, depuis le XII^e siècle, l'abbé de Saint-Étienne contrôlait cinq églises paroissiales : Notre-Dame, Saint-Médard, Saint-Michel, Saint-Pierre et Saint-Nicolas. De son côté, Saint-Philibert était sous la tutelle de l'abbé de Saint-Bénigne. Quant à Saint-Jean-Baptiste, elle dépendait de l'autorité du prélat langrois qui, pour en rehausser le prestige, l'érigea en collégiale le 27 décembre 1455. À ces neuf établissements religieux (sept églises paroissiales et deux abbayes), s'ajoutaient les couvents des Ordres Mendians (Franciscains, Dominicains et Carmes), la Chartreuse de Champmol et deux collégiales : la Chapelle-aux-Riches et la chapelle ducal, autrement appelée Sainte-Chapelle.

représentatifs des mentalités médiévales des habitants de la France septentrionale².

LA FAMILLE CONFRONTÉE AU TRÉPAS

Les actes *pro mortis causa*, comme les testaments ou les fondations de messes, ont connu un nouvel essor à partir de la fin du XII^e siècle. Cette évolution fut en partie liée à la nécessité d'assurer la répartition des biens entre les descendants et, dans les lignées aristocratiques, au souhait de préserver l'intégrité du patrimoine familial en le confiant à un héritier unique³. Les testaments étaient fréquemment rédigés au cours d'une maladie, à un âge avancé ou dans la perspective d'un voyage dont on risquait de ne pas revenir. Dès lors, les dernières volontés des testateurs laissent clairement apparaître leur souci de permettre à leurs proches de continuer à vivre dignement après leur décès. De fait, ils prévoyaient des dots en argent pour les filles à marier ou, pour les rares enfants poursuivant des études, des biens meubles ou immeubles leur assurant un revenu. Par exemple, en 1438, Jean de Maroilles, chanoine de la chapelle des ducs de

2. Dans les régions méridionales, l'importance du rôle joué par la famille au moment du trépas et dans les premiers instants de la mort a déjà été signalée par Jacques Chiffolleau dans : « Pratiques funéraires et images de la mort à Marseille, en Avignon et dans le Comtat Venaissin (vers 1280-vers 1350) », *Cahiers de Fanjeaux, La religion populaire en Languedoc du XIII^e siècle à la moitié du XIV^e siècle*, n° 11, 1976, p. 282-283 ; *La comptabilité de l'Au-delà. Les hommes, la mort et la religion dans la région d'Avignon à la fin du Moyen Âge (vers 1320-vers 1480)*, École française de Rome, Rome, 1980 (« Collection de l'École française de Rome », 47), p. 179 et suivantes. Pour les diocèses du nord de la France, deux articles semblent incontournables : Catherine Vincent, « Y a-t-il une mathématique du Salut dans les diocèses du nord de la France à la veille de la Réforme ? », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, n° 77, 1991, p. 137-149 ; Boris Bove, « Espace, piété et parenté à Paris aux XIII^e et XIV^e siècles d'après les fondations d'anniversaires des familles échevinales », in Patrick Boucheron, Jacques Chiffolleau [éd.], *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Études offertes à Jean-Louis Biget par ses anciens élèves*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000 (« Histoire ancienne et médiévale », 60), p. 253-281.

3. Voir Didier Lett, *Famille et parenté dans l'Occident médiéval, V^e-XV^e siècles*, Hachette, Paris, 2000, p. 227.

Bourgogne, légua trente livres tournois et quelques objets à l'une de ses nièces ainsi que plusieurs livres liturgiques à son neveu, à condition qu'il se fasse ordonner prêtre⁴.

Mais le principal intérêt de ce type d'actes réside dans la représentation relativement fidèle de la famille telle qu'elle était conçue à la fin du Moyen Âge. Certes, la plupart du temps, les formules étaient stéréotypées. Les plus classiques étaient « mes prédécesseurs et successeurs » ou « parents, amis et bienfaiteurs ». Cependant, au fur et à mesure, ces expressions devinrent plus explicites et distinguèrent les différents membres de la parenté⁵. Nous avons ainsi relevé la tournure suivante : « de mon père, de ma mère, de mes frères et sœurs et de tous mes prédécesseurs et successeurs »⁶ dans une fondation de 1407. Bien évidemment, dans ces énumérations, les conjoints n'étaient pas oubliés. Toutefois ils étaient généralement cités après les ascendants directs. Par la suite, ces listes ne cessèrent de s'étoffer jusqu'à évoquer les enfants décédés⁷, les grands-parents⁸ et même les beaux-parents⁹. L'élargissement observé ne se fit pas seulement en direction de la famille de sang. Il concerna également une famille de cœur dont les membres apparaissent sous les termes généraux « amis charnels » ou « bienfaiteurs ». Leur identité exacte reste souvent inconnue, non seulement pour nous, mais aussi pour les

4. G 1188 Publication du testament de Jean de Maroilles (23 juillet 1438). Sauf indication contraire, nos sources sont tirées des Archives départementales de la Côte-d'Or.

5. L'étude des obituaires confirme l'association des parents, des « amis » et des « bienfaiteurs » aux prières pour les défunts. Voir Nicole Lemaître, Jean-Loup Lemaître, « Un test des solidarités paroissiales : la prière pour les morts dans les obituaires », in Agostino Paravicini-Bagliani, Véronique Pasche [dir.], *La parrocchia nel Medio Evo : economia, scambi, solidarietà*, Herder, Rome, 1995 (« *Italia sacra* », 53), p. 271.

6. G 1200 Fondation d'Agnès de Blaisy (31 janvier 1407).

7. G 1193 Fondation de Jean de Bourse (20 novembre 1366).

8. G 1190 Testament de Marie Regnault (29 juillet 1361). Dans ce document, Marie Regnault cite Nicolas de Fraigney, son grand-père.

9. G 3384 Fondation de Guillaume Billocart (26 avril 1492). Cette fondation fut créée par Guillaume Billocart tant pour lui que pour ses parents, sa femme Jeanne et les parents de celle-ci.

fondateurs eux-mêmes¹⁰. Cette imprécision nous conduit à penser qu'au-delà de la parenté charnelle se profile une famille spirituelle traduite dans les actes par la formule « tous féaulx chrétiens et chrétiennes tant morts que vifs »¹¹. En effet, cette expression est le témoignage de la croyance en la communion des saints, c'est-à-dire en une responsabilité mutuelle entre l'ensemble des fidèles vivants et morts¹².

Une fois ces constatations liminaires effectuées, nous avons remarqué que les proches étaient fréquemment associés à la préparation de la mort. Ainsi, les fondations de messes communes entre époux ne manquent-elles pas¹³. Mais qu'en était-il vraiment de la présence de la famille une fois la personne décédée, c'est-à-dire dans les premiers instants de la mort ? L'agonie et les funérailles étaient caractérisées par une indéniable participation familiale qui, cependant, apparaît rarement dans les sources ayant trait aux fondations pieuses¹⁴. En conséquence, le récit des derniers moments de Humbert Breton est exceptionnel. Il nous révèle qu'en décembre 1507 ce chapelain de l'église Notre-Dame était alité et venait de recevoir l'extrême-onction en présence de ses deux frères, Jeannin et Jean, de ses deux sœurs, Thomasse et Jeannette, et de son

10. G 3384 Donation de Guienot le Jarroperet (3 août 1439) : « tous nos amiz charnelz en conscience ou autrement tant seaschamment comme ignoramment ».

11. G 1198 Testament de Vascellin de la Piscine (26 janvier 1394).

12. Avec M^{me} Catherine Vincent, nous entendons par « communion des saints » le rassemblement de tous les chrétiens ici-bas et dans l'Au-delà depuis l'Incarnation. Il existe alors une solidarité entre eux dans leur condition de pécheurs par la transmission héréditaire de la faute d'Adam et Ève. Ils sont donc aussi unis dans son rachat. Cette théorie a été développée par saint Anselme. Elle rejoint en partie le principe de réversibilité des mérites. Voir Catherine Vincent, *Les confréries médiévales dans le royaume de France (XIII^e-XV^e siècles)*, Albin Michel, Paris, 1994, p. 85.

13. G 2116 Fondation d'un anniversaire à la Chapelle-aux-Riches par Moingeot Disier, vigneron, et Guiote, sa femme (11 juin 1409) ; B 11332, f^o 124 v^o : fondation par Jean le Bon, notaire, et Lucote, son épouse, d'une chapellenie et de deux anniversaires au prieuré du petit Val-des-Choux (20 avril 1424).

14. La présence de la famille est attestée par les récits de miracles ou les livres de raison qui reflètent l'état d'affliction dans laquelle elle se trouve lorsqu'un décès survient en son sein. Voir Didier Lett, *Famille et parenté...*, *op. cit.*, p. 228.

beau-frère, Jean-Baptiste, époux d'une troisième sœur décédée¹⁵. Parents et amis se retrouvaient donc très certainement lors des funérailles elles-mêmes, bien que les testaments dijonnais n'en fassent pas mention¹⁶. De fait, les obsèques étaient l'occasion d'une séparation entre le défunt et les vivants. Pour autant elles n'étaient pas la marque d'une rupture complète avec la famille. En effet, si le lieu d'inhumation habituel était la paroisse, les Écritures reconnaissent le droit d'être enterré auprès de ses ancêtres. Dès lors, que la sépulture soit dans l'église ou dans le cimetière, le souhait des trépassés était souvent d'être mis en terre auprès des leurs. La famille Bertaud à Saint-Jean-Baptiste est un exemple révélateur de cette volonté affirmée : le père et la mère, André et Girarde, étaient ensevelis dans le cimetière ; Jacques, leur fils, ancien curé de l'église, avait sa tombe dans le chœur tandis que Philippe, leur autre enfant, bourgeois de Dijon, avait été inhumé derrière le grand autel. De surcroît, plusieurs autres parents avaient leur dernière demeure soit dans le cimetière, soit dans l'église¹⁷. Parfois, le tombeau d'une personnalité marquante du lignage était susceptible d'attirer les sépultures de ses proches. En 1374, Philippe Aubriot, chantre de la chapelle ducale, demanda ainsi expressément à reposer aux côtés de son oncle, Jean Aubriot, évêque de Chalon¹⁸.

Quant à la tombe, elle devint un lieu de commémoration et non plus seulement d'inhumation. En effet, les défunts tendirent de plus en plus à s'y faire représenter. Par ailleurs, des groupements de sépultures se mirent spontanément en place. Par exemple, plusieurs membres de la famille de Vantoux – le père, la mère et le fils – furent enterrés dans le chœur de la chapelle ducale. De leur côté,

15. G 3389 Demande de réunion de la chapelle Saint-Thomas au corps de l'église Notre-Dame (30 décembre 1507).

16. Contrairement aux observations faites par Marie-Thérèse Lorcin pour la région lyonnaise, les repas funéraires réunissant les parents, les voisins et les amis ne semblent pas avoir été couramment organisés à Dijon à la fin du Moyen Âge. Voir Marie-Thérèse Lorcin, « Les clauses religieuses dans les testaments du plat pays lyonnais aux XIV^e et XV^e siècles », *Le Moyen Âge*, n° 77, 1972, p. 295-296.

17. G 2174 Exécution de la fondation de Philippe Bertaud (19 octobre 1456).

18. G 1195 Testament de Philippe Aubriot (1374).

Jean de Maroilles et ses parents furent ensevelis dans la nef de cette même collégiale sous un unique monument funéraire qui portait leurs images¹⁹. Chez certains fondateurs, cette pratique trouva son aboutissement dans la réservation d'emplacements à l'intérieur des églises tant pour eux que pour leur famille²⁰. Ainsi, en 1450, Odinet Godran, riche marchand dijonnais qui venait de fonder un autel dans Saint-Jean-Baptiste, fit-il interdire les enterrements autour de celui-ci à toute personne étrangère à sa parenté²¹. Se faire figurer sur une tombe, des vitraux ou une peinture murale avait clairement un objectif de perpétuation de la mémoire. Dans cette perspective, d'autres méthodes étaient également employées telles que l'installation de plaques commémoratives rappelant les fondations et les bienfaits envers l'église (ce que fit Odinet Godran) ou, encore, la demande d'inscription dans les nécrologes, qui permettaient une répétition régulière du nom des trépassés lors des offices²². La symbolisation du lignage passait aussi par la pose d'armoiries ou de blasons, parfois jusque sur les objets et les vêtements liturgiques. Certaines chapellenies disposaient donc d'un mobilier cultuel personnalisé par l'inscription du nom du fondateur sur le missel, le calice²³ et le coffre de rangement²⁴ ou par la teinture des chasubles et des parements d'autel aux couleurs de la famille²⁵.

19. G 1188 Publication du testament de Jean de Maroilles (23 juillet 1438). Cette sépulture est généralement appelée tombe « aux trois images » ou « aux images des trois morts ».

20. La création, pour chaque groupe familial, d'un « espace bien à lui » a également été remarquée dans le Comtat Venaissin. Voir Jacques Chiffolleau, *La comptabilité de l'Au-delà...*, *op. cit.*, p. 176.

21. G 2171 Fondation d'Odinot Godran (février 1450).

22. G 3625 Fondation d'un anniversaire par Jean Poitral (21 août 1459) : « le quel jour sera par eulx mis et enregistré en leur matulaire affin de mémoire perpétuelle ».

23. G 1210 *bis* Inventaire des chapellenies de la Sainte-Chapelle (xv^e siècle), f^o 150 : inventaire de la chapellenie de Jean Bruchiotte de Beaune (s.d.).

24. *Ibidem*, f^o 148 : inventaire de la chapelle de Monquoy signalant l'existence d'un coffre marqué du surnom de la fondatrice « Guillemette la Surchaude » (26 août 1451).

25. *Ibidem*, f^o 28 : inventaire de la chapellenie des Blaisy dans lequel les parements sont « rouge, jaune et cendre armoyés » (s.d.).

Ce souci de représentation nous conduit à dépasser les temps immédiats ou quasi immédiats du décès et à considérer les moyens mis en œuvre pour se prémunir contre l'oubli. Nous devons alors nous intéresser à un aspect primordial des solidarités familiales : la gestion des fondations pieuses au sein des lignages. Pour l'essentiel, nous nous concentrerons sur les chapellenies²⁶, qui apparaissent comme les fondations les plus caractéristiques d'une volonté de pérennité dynastique.

LES CHAPELLENIES : SYMPTÔMES D'UN DÉSIR DE PÉRENNITÉ FAMILIALE PAR-DELÀ LA MORT

Les hommes et les femmes de la fin du Moyen Âge avaient parfaitement conscience de l'importance de leur responsabilité dans le maintien du souvenir de leurs proches disparus. La phrase suivante, rédigée en 1428 par Julienne de Leaulme, le montre nettement : « considérant en moi estre chargé envers yceulx mes peres et mere et autres mes suers et freres que dieu perdoit »²⁷. En fait plusieurs précautions étaient prises pour assurer la permanence des liens parentaux. Tout d'abord, il était courant de faire une fondation pour un défunt, notamment pour le conjoint. Ainsi, Philippe Berbis, conseiller du duc de Bourgogne Philippe le Bon, demanda-t-il que des messes soient célébrées à la Sainte-Chapelle à l'intention de sa première femme, Henriette²⁸. Ensuite, des réalisations personnelles étaient l'occasion de rappeler et de régler certaines dispositions pour la mise en place effective de fondations antérieures créées par d'autres membres de la famille. Par exemple, en 1375, lors de l'érection de sa chapellenie, Jeanne d'Arc, dame de Vantoux, fit référence à celle établie quelque temps plus tôt par sa sœur, dame de Joncourt,

26. Une chapellenie correspondait à la célébration d'un nombre déterminé de messes hebdomadaires, à un autel donné, par un desservant particulier.

27. G 2157 Fondation de Julienne de Leaulme (17 septembre 1428).

28. G 1210 Cartulaire (xviii^e siècle), f^o 56 : fondation d'une chapellenie par Philippe Berbis (21 juin 1452).

et toujours non exécutée²⁹. Quant à Philippe Bertaud, il était chargé de verser la dotation prévue pour l'anniversaire de son frère Hugues³⁰.

Néanmoins le phénomène le plus fréquent était l'association aux suffrages d'un membre de la parenté, c'est-à-dire l'augmentation des fondations initiales. Les exemples étant nombreux, nous ne présentons que les trois plus marquants. Le premier est celui des Machefoing à Saint-Jean-Baptiste. En effet, à la messe haute quotidienne instituée par Philippe Machefoing au milieu du xv^e siècle fut ajoutée la messe basse, elle aussi célébrée chaque jour, de sa fille Isabelle en 1466³¹. Autre cas frappant, celui de la famille de Blaisy à la chapelle ducale : le premier fondateur – Geoffroy, chevalier – fit édifier en 1366 une petite chapelle en l'honneur de saint Georges, accolée à la nef de la collégiale³² ; par la suite, trois de ses proches ont tour à tour établi des fondations à l'autel de leur ancêtre³³. Cependant l'exemple le plus révélateur est sans doute celui des Millièrre. Dans les dernières années du xv^e siècle et au début du xvi^e siècle, cinq membres de cette famille – la mère, son fils, ses filles et l'un de ses gendres – ont fondé chacun une ou plusieurs messes au même autel de l'église Notre-Dame, mais à des jours différents. De la sorte, tout au long de la semaine, un office était célébré pour ce lignage, tant et si bien que celui-ci fut dénommé

29. G 1196 Fondation d'une chapellenie par Jeanne d'Arc, dame de Vantoux (2 août 1375).

30. G 2174 Exécution de la fondation de Philippe Bertaud (19 octobre 1456). Un anniversaire était un office célébré de façon annuelle à l'intention d'un défunt à une date prédéterminée qui n'était pas forcément celle de la naissance ou du trépas.

31. G 2174 Amortissement de la fondation de Philippe Machefoing, vicomte-mayeur et conseiller du duc (27 mars 1450) ; G 2174 Fondation d'Isabelle Machefoing (1466).

32. G 1194 Fondation de Geoffroy de Blaisy (14 avril 1366).

33. G 1200 Fondation par Agnès, fille de Geoffroy de Blaisy, d'une messe quotidienne dans la chapelle érigée par son père (31 janvier 1407) ; G 1184 Fondation de Jeanne de Saint-Véran, épouse de Guillaume de Blaisy (16 décembre 1449) : dans cet acte, la fondatrice demande également à être inhumée devant l'autel Saint-Georges ; G 1202 Document attestant d'une fondation faite par Jacqueline de Blaisy, nièce d'Agnès (juin 1470).

« messe des Millières »³⁴. Au-delà des apparences, il pouvait exister des connexions entre des fondations dont les auteurs, *a priori* sans lien, se révélaient en réalité être apparentés. Ainsi, à Saint-Jean-Baptiste, la chapelle des dix mille Martyrs et des onze mille Vierges et celle des Godran ont-elles été instituées par deux sœurs, Marguerite et Étienne³⁵. Signalons également que des commémorations plus simples, telles que les anniversaires, pouvaient être augmentées, comme le fit Pierre Braillot pour son frère Jean en 1475 à Saint-Pierre³⁶. Finalement, les fondateurs de plusieurs générations contribuaient à la mise en place d'une véritable continuité dynastique qui s'observe dans la totalité des églises dijonnaises.

Ce phénomène apparaît également sous une autre forme : le placement des proches comme desservants des fondations³⁷. En effet, les familles qui avaient conservé un droit de patronage ne se privaient pas de nommer des chapelains issus de leurs rangs. Par exemple, les Legoux et les Bouesseau, patrons de la chapellenie dite « des Geliniers » à Saint-Nicolas, choisissaient alternativement des officiants dans chacune des deux lignées³⁸. Le cas de la famille Berbissey, fortement implantée dans le patriciat urbain, est

34. G 3430 Compte du mépart de l'église Notre-Dame (1527-1528), f° 272. La première fondatrice fut Guillemette Durand, veuve de Guillaume Millière. Elle fut suivie par Jean, son fils, Guiote et Jeanne, ses filles, et Chrétiennot Poiretet, l'un de ses gendres.

35. G 2171 Fondation d'une messe quotidienne par Marguerite, femme d'Odinot Godran (14 novembre 1479) ; G 2163 Extrait de la fondation d'une messe quotidienne par Étienne Salomon (6 septembre 1493).

36. G 3626 Fondation de deux nouveaux anniversaires par Pierre Braillot en l'église Saint-Pierre (3 janvier 1475).

37. Dans le diocèse d'Angers, Jean-Michel Matz a constaté que les fondateurs se réservaient généralement la nomination du premier chapelain et choisissaient l'un de leurs parents. Voir Jean-Michel Matz, « Chapellenies et chapelains dans le diocèse d'Angers (1350-1550) : éléments d'enquête », *Revue d'Histoire Ecclésiastique*, n° 91, 1, avril-juin 1996, p. 382.

38. G 208 Nomination d'un nouveau desservant à la chapelle Saint-Jean-l'Évangéliste (7 juin 1512) ; G 165 Registre de Sarpillon, f° 36 : nomination d'un nouveau desservant à la chapelle des Gelinier (avril 1505). Lorsque Thomas Bouesseau disposa du droit de patronage, il nomma un Legoux : Anselme. Quand cette prérogative fut détenue par Claude, femme de René Legoux, elle désigna Charles Bouesseau, frère de Thomas.

encore plus édifiant. À l'origine, ce lignage appartenait à la bourgeoisie marchande. Puis, grâce à l'achat et à la détention d'offices municipaux et ducaux, ses membres finirent par accéder à la noblesse. L'initiateur de cette dynastie, Perrenot Berbisey, fit ériger au début du xv^e siècle un autel à Notre-Dame. Son fils unique, Étienne, fonda quant à lui une chapellenie portant le vocable de « Notre-Dame la Gisante » dans la même église. En conséquence, les Berbisey obtinrent le patronage de cette chapelle. Dès lors, parmi les huit représentants de la troisième génération, trois furent nommés pour la desservir³⁹. Par ailleurs, trois autres enfants d'Étienne Berbisey ont créé leurs propres messes à Notre-Dame, à Saint-Jean-Baptiste et à l'intérieur du couvent des Carmes⁴⁰. La quatrième génération fut marquée par les alliances matrimoniales avec les Chambellan, autre grande famille dijonnaise, et par les nombreuses fondations – au moins six – qui furent réalisées tant d'un côté que de l'autre. De surcroît, Richard Chambellan fut chargé de desservir Notre-Dame la Gisante⁴¹. Toutefois nous devons remarquer que le fait de choisir un membre de la famille comme chapelain pouvait conduire à des dérives. Ainsi, en 1487, Humbert Breton a-t-il illégalement utilisé quatre cierges provenant d'obsèques qui venaient d'avoir lieu, sans aucune permission de l'autorité ecclésiastique supérieure. Pour sa défense, ce prêtre souligna qu'il avait fait cet « emprunt » sur l'ordre de la patronne de la chapellenie qu'il détenait, c'est-à-dire sa tante Guiote, veuve de Thibault Labiral⁴².

39. Il s'agit de Gui, Étienne le Jeune et Nicolas, qui se sont succédé à la desserte de « Notre-Dame la Gisante » de 1429 à 1483.

40. Perrenot a fondé une messe chaque vendredi à Notre-Dame ; Claire, épouse de Jean de Molesme, a institué la chapellenie des Cinq Plaies à Saint-Jean-Baptiste ; Étienne dit « l'aîné », vicomte-mayeur de Dijon, a fondé un office chaque vendredi aux Carmes.

41. Nous avons donné plus de détails sur cette singulière politique familiale de fondations dans notre mémoire de DEA : Gaëlle Tarbochez, *Chapellenies et chapelains à Dijon à la fin du Moyen Âge (1300-1550)*, mémoire de DEA d'Histoire du Moyen Âge, sous la direction de M. le professeur Vincent Tabbagh, Université de Bourgogne, Dijon, 1998, p. 136-138.

42. G 199 Décision de l'abbé de Saint-Étienne au sujet de la faute commise par Humbert Breton (11 mai et 18 juin 1487).

L'engagement des descendants dans la perpétuation des fondations de leurs ancêtres était donc volontiers actif. Il s'exprimait dans le choix des desservants, qui pouvait être fait par tous les membres de la parenté⁴³ ou seulement par quelques-uns d'entre eux. Il n'en reste pas moins que la participation des proches devait parfois être soutenue par des clauses plus ou moins contraignantes⁴⁴. Celles-ci montrent souvent une réelle prééminence accordée à l'enfant mâle aîné, comme en témoigne la fondation Dacier en l'honneur de saint Grégoire⁴⁵. En effet, selon les termes de ce contrat, le choix de l'un des deux chapelains revenait systématiquement au plus vieux des héritiers masculins de Jean Dacier portant son nom et demeurant à Dijon. En cas d'extinction du patronyme, il devait être fait appel au descendant le plus âgé en « préférant toujours mâles aux femelles »⁴⁶. Quant à la nomination du second chapelain, elle était réglée suivant les mêmes conditions et incombait à la famille de son épouse, Perrenette Berbissey. De toute évidence, la rigueur et la complexité de ce système avaient pour but de perpétuellement garantir aux deux lignages le patronage exclusif de cette chapelle.

En sus de la présentation des desservants, les proches étaient parfois tenus d'assumer d'autres charges. Ils pouvaient notamment être amenés à assister au recensement des biens des chapelles régulièrement réalisé par le clergé. Bien que rare, leur participation apparaît dans quelques textes. Nous savons ainsi qu'en 1453 Jeanne de la Piscine et son gendre ont apporté leur concours à l'inventaire de la chapellenie de Vascellin de la Piscine⁴⁷. Par ailleurs, les hoirs

43. G 196 Présentation d'un chapelain à la desserte de la chapellenie Notre-Dame la Gisante (1501). En 1501, cinq patrons devaient s'accorder sur le choix du desservant de cette chapellenie : Marie Chambellan, Bénigne Berbissey, Perrenette Berbissey, Michelle Berbissey et Jeanne Chambellan.

44. Voir Jean-Michel Matz, « Chapellenies et chapelains... », *art. cit.*, p. 382-383.

45. Gs 24 ⁸² Fondation Dacier (31 mai 1493).

46. Ce privilège de nomination accordé aux hommes plutôt qu'aux femmes était relativement courant dans les fondations dijonnaises de la fin du Moyen Âge.

47. G 1210 *bis* Inventaire des chapellenies de la Sainte-Chapelle (xv^e siècle), f^o 154 v^o : inventaire de la chapellenie de Vascellin de la Piscine (29 février 1453).

des fondateurs avaient la possibilité de suivre les offices⁴⁸. Cette éventualité était clairement envisagée dans les clauses de certaines fondations comme la chapellenie de Philippe de Courcelles créée en 1470⁴⁹. Dans cette optique, un mobilier spécifique était attribué par le donateur⁵⁰. Toutefois les successeurs de Philippe de Courcelles demeuraient libres de venir ou non écouter la messe. *A contrario*, une disposition de l'anniversaire de Jean Millot visait à imposer l'assiduité de ses descendants lors de cette célébration annuelle. En effet, ce prêtre avait prévu de faire distribuer à chacun des deux « prochains parents » qui assisteraient à l'office un pain et une pinte de vin. Si ces personnes ne se présentaient pas, elles étaient momentanément rayées de la liste des bénéficiaires de la « livrée »⁵¹.

Une question se pose alors : les héritiers étaient-ils toujours pressés de remplir leur devoir de mémoire envers leurs parents trépassés ? En fait, la réduction – voire l'annulation – de certaines messes dans les décennies suivant leur fondation prouve que tous n'avaient pas cette préoccupation. Deux exemples sont particulièrement significatifs. Le premier concerne Odinet Godran qui avait établi une messe quotidienne ainsi qu'un office hebdomadaire dans le couvent des Dominicains. À la suite d'un long procès intenté à ses légataires, qui refusaient d'acquitter les dettes contractées, les Prêcheurs obtinrent une démission de messe,

48. Catherine Vincent cite même le cas du chapitre collégial Saint-Honoré à Paris qui devait faire avertir à domicile les familles des fondateurs de la célébration imminente des offices qu'ils avaient fondés. Voir Catherine Vincent, « Y a-t-il une mathématique du Salut... », *art. cit.*, p. 147.

49. G 1203 Fondation de la chapelle d'Auvillars par Philippe de Courcelles (31 décembre 1470). Dans ce document, Philippe de Courcelles indique que l'heure de célébration de la messe pouvait être modifiée lorsque ses héritiers souhaitaient assister à l'office.

50. G 1210 *bis* Inventaire des chapellenies de la Sainte-Chapelle (xv^e siècle), f^o 164 v^o : inventaire de la chapellenie de Philippe de Courcelles dans lequel est notée la présence de deux sièges et d'un marche-pied de bois qui servaient lorsque le fondateur ou l'un de ses héritiers désiraient assister à l'office (8 août 1488).

51. G 3384 Fondation d'un anniversaire par Jean Millot, prêtre de Notre-Dame (4 février 1512).

c'est-à-dire la suppression de l'office⁵². Un cas similaire eut lieu presque simultanément à l'abbaye Saint-Bénigne pour la fondation de Pierre de Bauffremont puisque, là encore, les ayants droit s'opposaient au versement des sommes convenues⁵³. D'ailleurs, certains donateurs ne se faisaient guère d'illusions sur l'attitude de leur descendance, bien que leur scepticisme envers la loyauté de leurs hoirs ait été très rarement exprimé par écrit. Parmi les sources que nous avons explorées, seul un testateur, dans un acte datant de 1365, doute franchement de l'empressement des siens à accomplir sa volonté en soulignant leur négligence et leur ingratitude⁵⁴. Fort heureusement, dans l'éventualité d'un renoncement total des héritiers, certaines dispositions permettaient de trouver une issue favorable. Par exemple, à la chapelle ducale, plusieurs fondateurs avaient prévu des délais très précis dans lesquels un nouveau desservant devait impérativement être nommé. Dans le cas contraire, le chapitre avait l'obligation de pourvoir exceptionnellement au bénéfice. Ce terme était de quarante jours pour la chapelle des Blaisy⁵⁵. Quant aux ayants droit de Michel de Chaugy, ils avaient entre quinze et trente jours pour trouver un chapelain⁵⁶. Que se passait-il quand les successeurs refusaient de remplir leur devoir ? Quelles solutions étaient envisagées en cas de déshérence ? Face aux diverses défaillances, la famille spirituelle prenait le relais.

52. 53 H 934 Démission de messe (16 juillet 1456). Odinet Godran n'avait pas eu d'enfant. Cette situation n'eut pourtant pas les mêmes conséquences à Saint-Jean-Baptiste, où se célébraient les offices liés à ses autres fondations.

53. 1 H 86 Fondation de Pierre de Bauffremont (9 et 10 juillet 1443). Cette fondation disparut faute de paiement malgré le procès intenté en 1493 par l'abbaye à la fille de Pierre de Bauffremont et à son époux.

54. G 1184 Testament de Guillaume de Pailley (21 septembre 1365).

55. G 1194 Fondation de Geoffroy de Blaisy (14 avril 1366).

56. G 1204 Fondation d'une chapellenie par Michel de Chaugy (11 octobre 1478). Le terme de quinze jours était applicable lorsque les héritiers se trouvaient dans le duché de Bourgogne ; quinze jours supplémentaires leur étaient accordés dans le cas contraire.

**LA FAMILLE SPIRITUELLE :
COMPLÉMENT INDISPENSABLE AUX LIENS DU SANG ?**

La famille spirituelle avait de nombreuses facettes, même si elle était avant tout composée d'hommes et de femmes proches du mort. Il s'agissait des parrains, des filleuls, des compères, des commères ou, encore, des personnes qui s'étaient occupées, à un titre ou à un autre, du défunt au cours de sa vie. Par exemple, l'un des deux exécuteurs testamentaires chargés de l'accomplissement de la fondation de Philippe Bertaud était Jean Pastey, père du filleul du décédé⁵⁷. À cet égard, le rôle attribué au « compère »⁵⁸ souligne bien l'importance des liens issus du parrainage dans la société médiévale⁵⁹. De son côté, Gui Guillereaul avait fondé une messe en mémoire de Huguenin Girard, de ses fils et de l'ensemble de sa famille, qui l'avaient nourri et entretenu pendant une trentaine d'années⁶⁰. Lorsque les défunts appartenaient au clergé, les sociétés ou les communautés dont ils faisaient partie étaient associées au deuil. Ainsi, le groupe des prêtres de l'église Notre-Dame fut-il présent auprès de Humbert Breton, « leur frère », lors de son agonie, au même titre que sa famille de sang. Ils furent même placés en tête de la liste des personnes ayant assisté à cette scène⁶¹. Chez certains curés, la vision de la famille spirituelle s'étendait à l'ensemble des paroissiens dont ils avaient la responsabilité, comme en témoigne la fondation d'une messe par Girard Chiffault, curé de Crécey et Villy en 1463⁶².

57. G 2174 Exécution de la fondation de Philippe Bertaud (19 octobre 1456).

58. *Ibidem*.

59. Des travaux plus ou moins récents ont mis en évidence le rôle central de ces liens. Voir Agnès Fine, « Le parrain, son filleul et l'Au-delà », *Études rurales, Le retour des morts*, 105-106, 1987, p. 123-146 ; Christiane Klapisch-Zuber, « Parrains et compères. À propos d'un "bon" rapport social (note critique) », *Annales Histoire, Sciences sociales*, n° 3, 1999, p. 739-745.

60. G 3521 Fondation de Gui Guillereaul (3 septembre 1502).

61. G 3389 Demande de réunion de la chapelle Saint-Thomas au corps de l'église Notre-Dame (30 décembre 1507).

62. G 1170 Testament de Girard Chiffault, curé de Crécey et Villy (1463). Dans cet acte, Girard Chiffault fonde une messe pour lui, ses parents et ses « paroissiens vivants et morts ».

La famille spirituelle pouvait, de surcroît, être composée de groupements particuliers tels que les confréries et les fabriques. En effet, les premières assuraient généralement des services religieux pour leurs membres trépassés. Quant aux fabriques, organismes chargés d'administrer le patrimoine des paroisses, elles intervenaient de différentes manières dans la gestion des fondations. Tout d'abord, elles étaient susceptibles d'exécuter une partie de celles-ci, notamment la fourniture du luminaire⁶³. Ensuite, elles pouvaient exercer un rôle de surveillance des desservants en vérifiant la célébration scrupuleuse des messes demandées⁶⁴. Enfin, elles suppléaient les héritiers lorsque ceux-ci oubliaient de remplacer un chapelain ou lorsque le lignage s'éteignait⁶⁵. En définitive, les fabriques veillaient de près à la desserte de la plupart des offices pour les morts. Par exemple, à Notre-Dame, seuls les procureurs de l'église avaient le droit d'accorder des congés aux chapelains⁶⁶. À Saint-Jean-Baptiste, les titres des fondations de l'église étaient même conservés dans le coffre de la fabrique⁶⁷.

Par extension, la famille spirituelle englobait également l'ensemble de la communauté paroissiale, bien que le rôle joué par cette dernière n'apparaisse pas directement dans les sources liées aux fondations. Il n'en reste pas moins que les habitants étaient toujours avertis du décès de l'un des leurs par la sonnerie du glas, qui invitait les fidèles à prier pour l'âme du défunt. La présence aux obsèques

63. G 2171 Fondation d'Odinet Godran (21 février 1450). Dans ce document, Odinet Godran lègue deux cents francs à la fabrique de l'église Saint-Jean-Baptiste, à charge pour elle de fournir le luminaire de sa fondation ainsi qu'une partie de la rémunération des chapelains.

64. Gs 24⁸² Fondation Dacier (31 mai 1493). La fabrique de Notre-Dame était tenue de percevoir les amendes des chapelains qui avaient omis de célébrer les messes prévues.

65. *Ibidem*. Les procureurs de la fabrique de Notre-Dame étaient chargés de désigner les nouveaux chapelains dans le cas où, malgré les nombreuses possibilités offertes par les clauses de nomination, une des deux familles viendrait à s'éteindre.

66. Gs 24⁶⁹⁻¹ Statuts des procureurs de la fabrique de Notre-Dame (vers 1550).

67. G 2139 Concordat entre le curé, les chapelains et les fabriciens de Saint-Jean-Baptiste (15 juin 1452).

des paroissiens, en particulier des plus pauvres d'entre eux, était même parfois encouragée par des distributions de pain, de vin ou d'argent. De plus, bien que la plupart du temps les fondations aient été individuelles, des commémorations paroissiales avaient parfois lieu en faveur des trépassés⁶⁸. Finalement, cet élargissement presque indéfini de la famille spirituelle, nous permet de rejoindre le thème de la communion des saints que nous évoquions dans la première partie.

En conclusion de cette rapide approche des relations familiales par-delà la mort à Dijon à la fin du Moyen Âge, il ressort deux caractéristiques principales. D'abord, si la parenté charnelle tenait un rôle central, la famille spirituelle était toujours présente pour la remplacer en cas de défaillance. Ensuite, les solidarités familiales étaient surtout mises en œuvre dans les maisons nobles et les grandes dynasties de la bourgeoisie urbaine. En effet, à travers la pérennité des fondations, il ne s'agissait pas tant d'assurer le salut de son âme, ou de celle d'un ancêtre, que d'affermir sa position sociale face aux éventuelles crises. Cette évolution est alors à mettre en parallèle, à la même époque, avec la diffusion des patronymes et la renaissance d'une certaine généalogie des lignages.

271, les Myosotis
F-52 200 Langres

68. Pour de plus amples développements sur la place de la communauté paroissiale dans la prière pour les défunts, voir Joseph Avril, « La paroisse médiévale et la prière pour les morts », in Jean-Loup Lemaître [dir.], *L'Église et la mémoire des morts dans la France médiévale. Actes de la Table ronde du CNRS, 14 juin 1982*, Études augustinienes, Paris, 1986, p. 53-68.